

NOUVEAUX MARCHÉS ET NOUVEAUX EMPLOIS

RÉUNION MINISTÉRIELLE
2016 SUR L'ÉCONOMIE
NUMÉRIQUE

RAPPORT DE RÉFÉRENCE

RÉSUMÉ



NOUVEAUX MARCHÉS ET NOUVEAUX EMPLOIS

Ce rapport a été approuvé et déclassifié par le Comité de la politique de l'économie numérique le 13 mai 2016 et préparé pour publication par le Secrétariat de l'OCDE.

Note à l'intention des délégations :
L'original anglais du présent document est accessible sur OLIS :
DSTI/ICCP/IIS(2015)9/FINAL

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

© OCDE (2016)

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org.

RÉSUMÉ

On le sait, l'économie numérique peut être un levier considérable de productivité, de revenus et de bien-être social. Toutefois, la mesure dans laquelle les vagues successives d'investissements dans les technologies numériques ont contribué aux pertes d'emplois, la stagnation des revenus et la hausse des inégalités salariales, suscite des inquiétudes grandissantes.

Avec le recul, on s'aperçoit que les grandes innovations technologiques sont toujours allées de pair avec de profondes transformations du marché du travail. En stimulant la productivité de la main-d'œuvre, l'innovation permet de produire davantage de biens et de services avec moins de personnel, d'où un risque de chômage technologique. Parallèlement, l'innovation crée de nouvelles opportunités d'emplois dans différents secteurs et sur de nouveaux marchés. L'histoire économique montre qu'à l'issue d'une période de bouleversements, les économies continuent de générer suffisamment d'emplois pour leur population active, bien que certains estiment que les remplacements de main-d'œuvre induits par les technologies numériques n'ont pas de commune mesure avec ceux survenus dans le sillage des autres technologies.

Si la diffusion des technologies numériques au sein des entreprises devrait stimuler la productivité et, à terme, se traduire par des salaires plus élevés, les politiques ont un rôle déterminant à jouer afin de garantir que ce processus ouvre la voie à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

Pour que la croissance de la productivité soit synonyme de créations d'emplois, elle doit s'accompagner d'investissements dans les technologies numériques et le capital intellectuel (compétences et capital organisationnel, par exemple). Or depuis le milieu des années 2000, les investissements sont au plus bas dans le monde entier. Au-delà des facteurs conjoncturels, l'accès limité au financement, à l'information et aux compétences demeure un frein majeur à l'investissement dans les technologies numériques – ce qui est particulièrement vrai pour les petites et moyennes entreprises. Dans ce contexte, les politiques visant à stimuler les investissements, notamment dans les secteurs innovants à fort potentiel de croissance, auraient des effets durables sur la création d'emplois.

Les bienfaits des technologies numériques ne bénéficieront au plus grand nombre que si les marchés fonctionnent de manière optimale. Si la concurrence sur les marchés des produits est faible, les gains de productivité ne donneront pas lieu à des baisses de prix, une augmentation de la demande et des créations d'emplois. De même, sans une flexibilité suffisante des salaires nominaux, certains travailleurs pourront bénéficier de salaires réels supérieurs, tandis que d'autres perdront leur emploi. Par conséquent, en l'absence de réglementations du marché du travail idoines et de politiques de concurrence efficaces, les technologies numériques pourraient avoir des effets redistributifs notables et creuser les écarts de revenus entre les différents groupes de population.

Que les technologies numériques induisent ou non une hausse du chômage global, les travailleurs dont l'emploi est supprimé peinent souvent à retrouver un emploi qui leur convient. L'émergence de nouvelles opportunités professionnelles est conditionnée à la création de nouveaux marchés, au transfert d'actifs entre les secteurs, et au développement de savoir-faire organisationnel et de compétences nouvelles. Les politiques visant à accélérer la transition vers une économie numérique et à accompagner les travailleurs vers de nouveaux emplois contribueront à réduire les coûts sociaux inhérents au processus en marche. À

NOUVEAUX MARCHÉS ET NOUVEAUX EMPLOIS

cet égard, les compétences et le savoir-faire jouent un rôle déterminant et l'approche d'identification des compétences dans le monde numérique, mise en avant dans le document parallèle préparé à l'appui de la Ministérielle (OCDE, 2015a), constitue une mesure clé en faveur de la création d'emplois dans l'économie numérique.

Enfin, avec l'apparition des plateformes électroniques qui mettent en relation prestataires et clients, certains emplois stables à temps plein laissent la place à un flux irrégulier de tâches « à la demande ». Les programmes du marché du travail et les filets de protection sociale existants, dont les critères d'éligibilité reposent sur des conceptions traditionnelles de la relation d'emploi, pourraient devoir évoluer et s'adapter afin de favoriser le développement des compétences, la croissance inclusive et la qualité des emplois dans le contexte de la nouvelle organisation du travail issue de l'économie numérique.